

NOIR & ROUGE

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

• LE « BIDON » 37

Cahiers d'études

Anarchistes - Communistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

Le Bidon

Faute de pouvoir dégager une analyse du capitalisme organisé, de la civilisation du « bien-être », qui puisse nous permettre de déboucher sur une pratique appropriée, nous voulons nous en prendre, aujourd'hui, à ce qui est le plus immédiatement accessible : le ghetto dans lequel se trouve le demi-monde révolutionnaire ; les minorités révolutionnaires sont coupées des gens « ordinaires ». Elles n'arrivent pas à les joindre en déployant leur activité traditionnelle. Le fait que le contenu d'une propagande soit anarchiste ne change rien à ça, c'est la méthode elle-même, et l'existence de « minorité révolutionnaire » qui sont en cause.

On peut montrer facilement à quelles activités de devanture se livrent toutes les formations politiques, leurs comités-bidon, leurs fausses démonstrations de force (« Tous ensemble de la République à la Nation »). Mais il faut voir que si les anarchistes, à leur petite échelle, pratiquent à peu près les mêmes procédés, c'est parce que, même si leurs théories sont différentes de celles des autres formations, ils font partie du même mouvement.

Les révoltes de l'entre-deux-guerres ont été réprimées, les organisations les plus puissantes (syndicats) ont été intégrées soit politiquement soit administrativement à l'appareil d'Etat. Les petites organisations elles, sont restées sur le sable, pendant que le vrai mouvement se retirait. Aujourd'hui, elles sont comme les émigrés : « ils n'ont rien appris et ils n'ont rien oublié » ; ils vivent sur des souvenirs, un passé de plus en plus déformé, et ils croient qu'ils sont à l'avant-garde (« ils », c'est nous). Tout bon militant peut citer ses auteurs, mais quand il veut parler autour de lui, il s'aperçoit vite que ça ne lui sert à rien.

On ne fait pas du neuf avec de l'ancien, surtout quand on est soi-même lié à l'ancien. On ne réforme pas l'église catholique pour la faire retourner à l'évangile, on ne réformera pas plus les appareils syndicaux devenus bureaux du gouvernement (ne parlons pas d'organisations comme la Franc-maçonnerie qui ont toujours défendu les intérêts de la bourgeoisie).

Il est aussi stupide de vouloir former des petites organisations de minorité agissante, s'occupant à aller prêcher la bonne parole aux travailleurs, leur dire de faire la Révolution, et les inviter à venir grossir, toujours plus nombreux, les rangs de la seule et véritable « Organisation Révolutionnaire ». On ne recrute que des maniaques de l'autorité, des flics, et quelques naïfs qui s'en vont ailleurs quand ils ont vu la cuisine d'un peu trop près.

Le problème n'est pas d'amener les « masses » sur les positions actuelles de cette minorité ou d'une autre ; ce serait de l'idéalisme, et ça n'a pas grand sens. Le problème est plutôt, pour ceux qui, dans notre minorité anarchiste au moins, veulent cesser de vivre dans l'irréel, de se récupérer et de rentrer dans la réalité.

Qu'est-ce que la réalité quotidienne, pour beaucoup d'entre nous, peut-être, et sûrement pour l'immense majorité non anarchiste ? C'est la répression, ses différentes formes, plus ou moins dures, plus ou moins ressenties.

Ici, on peut faire une remarque : certains d'entre nous, sans être des exploités, sont parfois soumis à une répression plus souple, moins présente, donc moins dure, dans leur milieu de travail par exemple ; il y a toute une série de professions où une certaine liberté est laissée aux individus, et où les anarchistes se réfugient volontiers. Mais souvent l'action dans ces mêmes milieux ne peut aller très loin. Ceux d'entre nous qui sont là doivent donc faire autre chose ; ils ont tendance à élaborer des plans généraux sans tenir compte de la réalité, ils sont d'autant plus impatients qu'ils sont « moins dans le bain ». La question d'aller vite ou lentement est une fausse question : il vaut mieux faire un petit pas réel que de rêver qu'on court. Comme on ne fait de pas réels qu'avec ses propres jambes, ils sont forcément petits, et nous ne pouvons matériellement pas aller plus vite que tous ces gens que nous considérons souvent comme retardés. Face aux répressions, nous sommes exactement au même point qu'eux. Notre étiquette, nos points de vue made in XIX^e siècle...

Ce n'est pas au nom de ça qu'il faut lutter, pour nos morts de Cronstadt ou de Tizi-Ouzou, mais contre les répressions actuelles, si nous les subissons avec ceux qui les subissent. Et plutôt que de dire ce qu'il faut faire, on peut commencer par établir une liste (non limitée) de ce qu'il est inutile de faire :

Il est inutile de prétendre monter des campagnes nationales contre ceci ou pour cela, inutile de s'adresser aux gens en bloc pour leur dire ce qu'il faut faire. On se met sur le même plan que la publicité, Lecoq et tout le reste. Ça glisse...

Il est inutile de présenter pour eux-mêmes une étiquette, le label de garantie de l'organisation. Quelque chose n'est pas bon parce que c'est anarchiste ou trotskiste, P.C. ou F.A., mais seulement si ça sert à quelque chose.

Aussi inutile de présenter une idée tirée d'une théorie générale a priori sans étiquette (répandre l'Anarchisme sous le couvert d'une association pour l'étude et le développement de la pêche à la ligne).

Prenons un exemple : depuis les Provos, faire de la provocation est la grande idée originale. Mais faire une provocation pour toucher tout le monde, alors qu'on est coupé même de ses voisins, ça ne peut avoir de l'écho que si les journaux par exemple en parlent. Mais si c'est une fois de temps en temps, c'est noyé dans la merde habituelle, ça en fait partie. Si on insiste à trois ou

quatre, toujours sans contacts, les journaux s'occupent d'autre chose et ce sont les flics qui se mettent au boulot : s'ils n'ont en face d'eux qu'une demi-douzaine d'activistes qui agissent dans le vide, le boulot n'est pas bien difficile.

Autre chose peut être une provocation devant des milieux qui l'attendent, et la reprennent, parce que faite à une échelle plus limitée ils ont pu la connaître ; la provocation pas plus qu'aucune autre forme de lutte, n'est efficace en soi. Ne peuvent vraiment lutter directement contre une forme de répression que ceux qui la connaissent et qui la subissent, et en plus, d'abord d'une façon locale, avec tous ceux qui la subissent avec eux. Ceux qui sont en dehors du coup peuvent aider si on le leur demande, ils ne peuvent pas se substituer, et faire le travail à la place des autres. Par contre le travail d'information peut être fait avec beaucoup moins de limites, à condition lui aussi de ne pas se cantonner à la publicité pour l'étiquette.

C'est seulement à partir de cela qu'on peut porter un jugement sur les différentes tendances du mouvement anarchiste (et sur nous-mêmes) : quels que soient l'étiquette ou le style, « réformiste » ou « révolutionnaire », certains ont le principe suivant : toute action doit passer par leur organisation, le résultat c'est que souvent rien ne passe sauf du vent. Trop de camarades se racontent encore avant de s'endormir :

*« L'Etat était méchant
Il réprimait les gens
Alors ? Alors Zorro est arrivé... »*

Ils s'étonnent que, quand ils arrivent, ça ne fasse rien. Les seules actions réelles et qui ont de l'intérêt sont justement celles qui ne sont pas dans les mains d'organisations préexistantes. Ces actions-là ne peuvent être entreprises au nom de personne, et pour longtemps encore elles ne pourront être que partielles et limitées, même si on fait tous ses efforts pour les élargir.

Conclusion : Que la forme ne trompe pas ; il ne s'agit pas de tout critiquer, puis de s'en aller parce qu'il n'y a plus rien à faire. Au contraire, c'est pour pouvoir agir, avec moins d'équivoque, et plus de résultats.

P.-C. VIDAL.

Vient de paraître :

ERNESTAN

Pages choisies

**Valeur de la Liberté - Le Socialisme contre l'Autorité
Socialisme et Humanisme**

INTRODUCTION de HEM DAY

Prix : 6 F — Franco : 6 F 70

En vente à la Librairie noir et Rouge

Un congrès international anarchiste doit se réunir en Italie cet automne. La manière dont est envisagée la tenue de ce congrès nous oblige à prendre publiquement position, car nous pensons que le problème intéresse tous les anarchistes : en effet, une « commission internationale » a prévu la seule convocation des « Fédérations nationales », à l'exclusion par conséquent des organisations, groupes ou individualités qui n'appartiennent pas à ces Fédérations. L'organisation qui pourra se dire nationale représentera donc son « pays », peu importe sa ou ses positions (si elle en a). Il est vrai que l'on nous assure que « ... ce congrès n'aura pas la prétention de représenter et de parler au nom de tous les anarchistes », ce qui est une évidence pour tous les congrès anarchistes. Les congrès sont faits pour comparer, pour clarifier, et au lieu de cela on dresse de stupides barrières d'organisation, au plus mauvais sens du mot.

« Ce que nous combattons, c'est l'Etat socialiste commandé d'en haut, la bureaucratie, ce que nous proposons, c'est l'association libre... En même temps nous réclamons la tolérance pour nous, et pendant que les socialistes révolutionnaires et les travailleurs de tous les pays se rencontrent, nous désirons être parmi eux et dire ce que nous avons à dire... Si nos idées sont mauvaises, laissez ceux qui en connaissent de meilleures nous les enseigner... le crime des anarchistes aux yeux de la majorité du congrès est d'être la minorité... » (Protestation de Landauer et des autres anarchistes lorsqu'ils furent exclus du congrès de l'Internationale, à Londres en 1896. Cité par « Recherches Libertaires » n° 1).

Le camarade Quintana, dans un récent numéro du « Combat syndicaliste », remarquait que la méthode de ce futur congrès était en contradiction totale avec celle par exemple, du célèbre congrès anarchiste d'Amsterdam (1907). Certes, et il aurait pu également remarquer que nos « bonzes », qui ont toujours la tradition anarchiste à la bouche, ne savent guère la pratiquer, manque d'entraînement de leur part, sans doute.

Dans le « Bulletin préparatoire au congrès », certains camarades demandaient une exception à la règle, en faveur de notre groupe, qui ne fait pas partie de la Fédération française. Nous les remercions de leur vœu, mais nous ne demandons pas de « faveur » et le problème n'est pas là. Limiter ce congrès aux Fédérations nationales, c'est dessécher la pensée anarchiste, et renforcer le mythe de l'Organisation Unique, pour elle-même. C'est contre cela qu'il faut protester, et plusieurs groupes de cette même Fédération ont déjà eu le courage de le faire. Que notre protestation se joigne ici fraternellement aux leurs.

L'AUTOGESTION EN ALGÉRIE (suite)



Dans nos numéros précédents nous avons abordé le problème de l'autogestion en Algérie en décrivant d'abord son cadre et sa structure administrative, puis en nous arrêtant sur le problème de l'autogestion à la campagne. Nous poursuivrons aujourd'hui cette étude en essayant de voir l'autogestion dans l'activité industrielle, et nous espérons pouvoir terminer dans notre prochain numéro, en tirant quelques conclusions de cette expérience et en tâchant de l'intégrer dans les autres expériences de même type — gestion collective — à travers les quelques études que nous avons déjà publiées sur les kibboutzim en Israël, sur les collectivités en Espagne, l'autogestion en Yougoslavie.

L'autogestion en Algérie est difficile à saisir, non seulement parce que c'est une expérience actuelle, limitée, menacée, compromise, en pleine lutte pour s'affirmer ou même pour exister, mais aussi parce que chaque cas porte ses particularités sans lesquelles on ne peut le comprendre. Nous avons choisi quelques exemples concrets, tirés de témoignages déjà publiés ou de nos propres enquêtes (d'ailleurs très limités) qui illustreront mieux que tous les discours la vie quotidienne de l'autogestion.

QUELQUES EXEMPLES

1) L'entreprise « Laimeche Ali » à Tizi Rached

Voici un exemple d'entreprise autogérée créée à partir d'une coopérative (d'après « L'Algérie dans le monde », n° 1, « Révolution africaine » du 21-9-63, et visite d'une camarade H. en août 64).

La commune de Tizi-Rached se trouve en Kabylie, dans une région très combative pendant la guerre, et de ce fait très durement touchée (morts, destructions, « regroupements » par l'armée française). C'est là qu'est organisée, avant l'indépendance, la coopérative Laimeche Ali qui fournit du matériel de construction pour le bâtiment.

Au départ, en 1962, 50 artisans ont apporté chacun 10.000 AF. En 1963, le parti leur accorde une aide en matériel et en crédit (à cet égard, il est intéressant de noter que « Révolution africaine » attribue la fondation de la coopérative à « une poignée de militants animés par le député Bouaziz » en mai 1963). La municipalité donne les bâtiments de l'ancienne S.A.S. (bureaux de l'armée française pendant la guerre) qui sont transformés en ateliers, magasins, réfectoires, bureaux. Une banque prête 6 millions d'AF, tandis qu'un emprunt souscrit auprès de la population rapporte 2,5 M. d'AF (l'importance de cet emprunt près d'une population ruinée s'explique par le désir de sortir du marasme, et par le fait qu'il y a eu des réunions d'informations). En septembre 1963, de nouveaux ateliers ont été construits (menuiserie, électricité, forge, soudure, serrurerie, plomberie). L'entreprise produit des briques, des parpaings, montants de portes et fenêtres, feronneries, etc., emploie 240 ouvriers, et peut désormais produire tous les matériaux nécessaires à la construction. En 1964 elle a acheté du matériel moderne et emploie 406 ouvriers.

Organisation : les membres de l'assemblée générale des ouvriers élisent un comité de gestion ; sont membres de l'A.G. les artisans ayant adhéré et les manœuvres au bout de six mois. Le comité de gestion comprend de 9 à 13 membres, est élu pour un an et doit diriger l'entreprise (H. nous dit qu'il se réunit après le travail). Le comité emploie un comptable, et des ingénieurs polonais, payés un million par mois à leur ambassade. Les horaires de travail sont 6 h à 12 h et 14 h à 17 h, avec une heure donnée à la coopérative.

Répartition des avantages sociaux : les salaires (fixés par le comité de gestion) varient entre 25.000 et 45.000 AF par mois. Les ouvriers sont nourris midi et soir ou logés. Après le bilan, il est envisagé une augmentation de salaire, et une embauche supplémentaire. Les travailleurs ont demandé et obtenu des cours d'alphabétisation dispensés par un moniteur français (2 heures par jour). Enfin le comité se charge d'envoyer des jeunes à l'école de F.P. du bâtiment, ou à l'école d'infirmiers.

L'entreprise a eu de graves difficultés financières, car au début 1964 le comptable est parti à l'étranger en emportant la caisse, chose courante à cette époque. Du point de vue de l'organisation, un président du C.G. a déjà été démis de ses fonctions par l'A.G. car il voulait réduire le nombre des membres et utiliser les manœuvres comme main-d'œuvre salariée. Cependant, cela n'empêche pas les ouvriers « dont l'esprit est formidable » nous dit H. (qui précise que certains avaient travaillé en France et milité dans la C.G.T., et forment maintenant les paysans kabyles) d'avoir de nouveaux projets : une fabrique de carreaux, la construction d'une cité pour les travailleurs venant de loin. Ces projets en accompagnent d'autres à l'échelle de la commune : une huilerie-savonnerie, une auberge de jeunesse, de nouvelles routes et un hôpital dont la gestion comporterait des représentants de la commune, de l'entreprise Laïmèche Ali, de la coopérative agricole et du personnel hospitalier.

2) Coopérative de tissage à Tlemcen

Cette coopérative est un autre exemple de réussite (d'après « Rév. et Travail », n° 106, et la visite de la camarade H. en août 1965).

En mai 1964, 16 chômeurs de Tlemcen, anciens artisans tisserands, décident de s'unir et de former une coopérative. Ils disposent de quatre métiers en bois Jacquard et d'un avoir liquide pratiquement nul. En 1965, la coopérative compte 220 membres et dispose de 76 métiers. La laine est achetée à la filature autogérée de Tlemcen (qui traite et teint la laine achetée en France), et la production (tapis et couvertures) est vendue au secteur autogéré et au secteur privé, une partie étant exportée.

Quelle est l'organisation de la coopérative ? L'assemblée générale qui groupe les 220 membres, élit un conseil d'administration de 11 membres. Pour une journée de 7 h de travail, les ouvriers gagnent 110 F par mois, plus des avantages sociaux équivalant à 10 jours de travail. Ils donnent une heure par jour de leur salaire ou deux couvertures pour avances sociales. C'est l'assemblée générale qui décide de la répartition du bénéfice entre les ouvriers, après déduction d'une réserve de 15 % (locaux, œuvres sociales, remboursement, etc.). En 1964, les ouvriers ont eu 18 jours de congé et une semaine de repos au bord de la mer (pour l'ouvrier seul, sa famille ayant droit à une prime de 50 DA pour rester à la maison).

Il serait intéressant de connaître la situation actuelle de cette coopérative dont nous savons par « Révolution et Travail » qu'elle a déjà eu des difficultés : « La coopérative a rencontré des difficultés auprès de certains directeurs d'entreprises d'Etat et particulièrement auprès des fournisseurs de matières premières qui ont bloqué la livraison pour des raisons inconnues. (...) Cette réussite des coopératives gêne grandement les intérêts des gros commerçants privés de la région qui déploient une dangereuse propagande ». Cette dernière remarque prend toute sa valeur quand on sait que Tiemcen est un des hauts lieux de la bourgeoisie commerçante algérienne, qui a donné beaucoup de hauts fonctionnaires à l'Etat. On n'est donc pas étonné d'apprendre que, toujours à Tiemcen, dans une autre entreprise de filature et de tissage mise sous comité de gestion, l'ancien propriétaire algérien a été nommé directeur. Le président du comité de gestion fait dès lors figure de « petit garçon » (d'après Guérin, « L'Algérie qui se cherche », p. 53).

3) Les mines de fer de Zaccar à Miliana

Ces mines ont été nationalisées le 5 juillet 1963, alors que la production était complètement stoppée depuis juin 1962. « Le nombre d'ouvriers a augmenté et atteint 650 en 1964, la production a augmenté par rapport à la période coloniale alors que les prix de revient ont baissé » (A. Marill). Cela semble un succès, mais le n° 103 de « Révolution et Travail » de novembre 1965 décrit une situation moins brillante : c'est « grâce aux ouvriers que le fonctionnement de la mine échappe aux paralysies inhérentes à la mauvaise gestion » et que le rendement ne diminue pas. « Révolution et Travail » poursuit : « Après la nationalisation, un directeur fut nommé ; celui-ci ne tardait pas à se substituer à l'ex-patron. Il alla même plus loin : il commercialisait la production à son compte. La trahison fut dénoncée aussitôt par les mineurs, le directeur finit ses jours en prison. Un autre directeur, Kerim Mustapha fut nommé : malheureusement, disent les ouvriers, la situation demeure inchangée... Le directeur manifeste du mépris à l'égard des ouvriers... » Il embauche un gang administratif, un ancien collaborateur apuré de la mairie de Miliana, un ancien chef d'exploitation licencié pour incapacité. Résultats : gros salaire pour le gang, incapacité et paresse. « Le directeur passe la plus grande partie de sa journée dans les bars ». Quand les ouvriers protestent, menaces et insultes. Les produits d'une exploitation annexe agricole de 80 ha sont vendus par le directeur à son profit. Le service des ateliers mécaniques répare au profit du directeur les voitures privées, alors que le matériel de la mine ne l'est pas. Une installation de concassage des gravalettes et sables destinés à la mine livre à des particuliers sur ordre du directeur. Dans ces trois cas, il n'y a pas de comptabilité. Enfin, les opérations de recherche entreprises par les ouvriers ont été arrêtées sans motif. « Révolution et Travail » conclut : « les manœuvres du directeur ont atteint leur paroxysme, le mécontentement des travailleurs aussi ». Il convient de noter ici que le statut des mines de Zaccar n'est pas précisé expressément. A. Marill parle de « nationalisation avec une large autonomie, proche de l'autogestion ». En fait, il s'agit d'une entreprise appartenant au secteur « socialiste d'Etat ». Nous avons déjà remarqué au début de notre étude que la terminologie ambiguë prêtait à confusion, et A. Marill ne semble pas y avoir échappé. Il est vrai que, pour lui, il ne peut y avoir d'autogestion sans rapports étroits avec l'Etat !

4) La S.E.R.A.

Les patrons de la Société d'Entreprise de Routes en Algérie partent en 1963. La direction essaie de solder le matériel à l'armée, les travailleurs s'y opposent et il s'ensuit un arrêt de 6 mois. Le gouvernement nomme un commissaire en 1964. Celui-ci commence par embaucher qui il veut et se débarrasser des ouvriers gênants. Par exemple, « il convoque à Alger deux ouvriers en leur recommandant d'utiliser une de ses voitures... En chemin, les deux travailleurs furent arrêtés dans un barrage et accusés de vol » (« Révolution et Travail », n° 99, octobre 1965). Ce commissaire « cumulait » 6 entreprises (4 à Alger et 2 à Oran). Les 65 travailleurs décidèrent de se constituer en comité de gestion pour mettre fin à ses intrigues. Au 1^{er} septembre 1965, le bilan était lourd : « Nous avons trouvé 560 D.A. dans la caisse. Les découverts auprès des banques s'élèvent à 140.000 D.A. ». En août 1966, les découverts sont en partie réglés, les travailleurs rémunérés, les assurances et les allocations familiales versées.

5) L'Entreprise Veuve Cote

A propos de l'entreprise Veuve Cote (peintures et produits d'entretien) qui a plusieurs succursales à Constantine, Annaba (ex Bône) et Oran, il est intéressant de citer plusieurs témoignages contradictoires :

— Guérin dans « L'Algérie qui se cherche », p. 55-58 : « Certaines usines privées encore dirigées par des Européens choisissent délibérément la voie du sabotage : elles vident les stocks, exportent les capitaux, refusent les commandes, licencient les travailleurs, provoquent le personnel, le poussent à se mettre en grève pour ensuite le lockouter. Leur but : essayer de se faire nationaliser et de toucher ainsi de copieuses indemnités. Tel a été le cas tout récemment des établissements Veuve Cote, une importante droguerie. Le gouvernement ne s'est pas laissé faire. Il s'est refusé à nationaliser l'entreprise et a désigné un commissaire chargé de la gérer à titre provisoire, sous le contrôle et avec la participation de représentants ouvriers ».

— « Révolution et Travail » du 24 mars 1966 : le premier commissaire administrateur désigné par le secrétariat général du ministère de l'industrie est un véritable escroc. Le second administrateur est un ancien contrôleur à l'hôtel Aletti condamné pour détournement de fonds. Après une grève le 17 mars 1966, « Révolution et Travail » écrit : « Voilà jusqu'à quelles aberrations peuvent aller des bureaucrates incapables qui ont pour seule préoccupation la soif du pouvoir. Ni l'intérêt du pays ni celui des travailleurs ne les ont jamais préoccupés. Les travailleurs de Veuve Cote qui ont affaire avec eux depuis plus de deux années savent qu'ils ne servent à rien ; c'est pour ça qu'ils demandent l'autogestion pour Veuve Cote ».

DIFFICULTES EXTERNES — EXEMPLES

1) Biscuiterie de Belcour à Alger

C'est une petite entreprise de 100 à 120 ouvriers. Elle a été visitée par J. Lacouture, accompagnée de « militants » de l'U.G.T.A. (« Le Monde » du 15-11-1963). A cette époque, le comité de gestion avait trois membres, dont le

« principal » était un ancien commerçant revenu de Paris : « la résistance d'une des machines a sauté et nul spécialiste ne s'est présenté pour la réparer. De même le monte-charge attend la pièce de rechange qu'il faut aller chercher en France ! Autrement dit, l'entreprise est isolée, elle ne trouve pas de pièces pour réparer. Quand on est pâtissier on n'est pas mécano. Le comité de gestion s'en est aperçu, il espère continuer le rythme mais « il faut que le matériel tienne... quant à la clientèle on n'est pas inquiet ».

2) Limonaderies

« Dans le haut de Bab-et-Oued, aux abords de Climat de France... une petite limonaderie d'aspect plutôt minable. Son patron, dirigeant de l'O.A.S. a été arrêté en novembre 1961. Deux mois plus tard le personnel s'est regroupé et a entrepris de remettre l'affaire en marche... Mais on ne fonctionne pas à plein. Une vingtaine de travailleurs sur 50 auparavant. Et l'on voit arriver avec crainte l'hiver, saison inclemente pour la limonade... » (J. Lacouture, « Le Monde » du 15-XI-63).

Il y a comme cela des dizaines de petites limonaderies dans toutes les villes d'Algérie. La solution serait évidemment dans le regroupement qui permettrait peut-être une expansion. Ainsi, en septembre 1963, était créée une coopérative regroupant 35 boulangeries et pâtisseries autogérées (« Algérie dans le monde », 9-63, n° 1). En juin 1966, dans un café près du métro Censier (Paris), on pouvait consommer des jus de fruits qui portaient l'étiquette « Comité de gestion de l'avenue de la Bouzareah. Citron, orange, limonade ».

3) Mécanique

Une entreprise de diffusion de matériel automobile abandonnée par le patron le 1^{er} mai 1964, réouverte sous contrôle du gouvernement pendant trois mois puis un an d'autogestion (« Révolution et travail », n° 52, 3-5-65). Pas de techniciens, pas de fonds de roulement. L'approvisionnement ne se fait que par importation de France, et pour la commercialisation, l'entreprise dépend du bon vouloir des commandes de Berliet-Algérie. Dans cette situation désespérée que peut faire un comité de gestion isolé ? « Malgré les difficultés financières, nous avons pu régler la solde des travailleurs. »

A Tlemcen une coopérative « encore embryonnaire essaie de regrouper des petits artisans, des ouvriers mécanos, etc. ». Elle végète. Voilà quelques mois déjà qu'elle attend d'être « agréée » par le gouvernement. (« Révolution et Travail », n° 106, 3-66).

Pour ces entreprises-là, dans l'ensemble c'est plutôt le « socialisme de la misère », il n'est pas question de se développer, de construire l'économie socialiste. Les patrons sont partis, personne ne daigne les remplacer, les travailleurs essaient d'organiser la pénurie pour conserver leur emploi et ne pas mourir de faim.

Parfois la situation est un peu meilleure.

4) Briqueteries à Affreville

L'une possède encore un propriétaire, les deux autres sont autogérées. Jean Lacouture les a visitées en 1963 (« Le Monde » du 15-11-63) :

« Les patrons sont partis en juin. Fin juillet pour réduire le chômage l'A.L.N. a ordonné de fonctionner avec les moyens du bord. Je suis sorti de prison à cette époque. Il y avait 20 ans que je travaillais dans les briqueteries du pays. Les questions techniques me sont réservées et des deux copains que vous voyez là, l'un s'occupe du personnel et l'autre de la vente.

Q. — La vente justement, comment vous en sortez-vous ?

R. — Depuis trois mois ça a bien marché. Tout le monde voulait construire quelque chose en léger pour l'hiver. Il y a tant de regroupés, de dégroupés... Les types sont payés au tarif. Quelquefois un peu au-dessus avec les primes de rendement. Maintenant ça va être plus dur, avec la mauvaise saison... mais maintenant on a des réserves, on pourra tenir... »

(N.B. : le responsable avait des dossiers, un grand livre, des liasses de factures, des fiches de payes.)

5) SIATEM (Algérois) : Entreprise d'aliments pour le bétail

(« Révolution et Travail », 17 mars 1966.) 50 à 100 ouvriers — départ très dur (décembre 63) il a fallu 3 mois de travail bénévole pour nettoyer les machines — fabrique des aliments pour le bétail à base de pulpe de caroubes, mais la graine permet de fabriquer un produit de remplacement de la matière plastique pour les films ou même de l'insuline. La société a étendu sa production à des éléveuses pour la volaille, des broyeurs, des silos. Elle dispose de quatre magasins de vente.

— en 1 an elle traite 16.000 quintaux de caroubes vendus + 200 tonnes de graines vendues à une société suisse,

— perspectives : augmenter les exportations qui semblent très possibles et même souhaitées,

— couvrir les besoins du secteur agricole autogéré en aliments composés,

— coordonner la production avec deux autres moulins autogérés (Tamzali à Alger et Tiar à Mostaganem) ce qui permettrait de mettre sur pied une entreprise très viable.

Mais l'entreprise est concurrencée par deux sociétés privées la Socaument (Kouba), Sicna (Baba Ali) qui emploient d'énergiques procédés. Représentants pour répandre l'idée que les produits de la Siatem sont défectueux, « combines » avec certains directeurs de « domaines autogérés » (dont « un ancien légionnaire travesti en agriculteur » directeur du domaine 52) qui leur achètent alors que Socaument et Sicna vendent beaucoup plus cher.

6) Conserveries

A TENES, sous-préfecture, petit port de 25.000 habitants qui périclité au milieu d'une région riche.

En 64 la commune ouvre une conserverie de sardines dans des locaux abandonnés. On installe l'équipement, tout est prêt, mais l'Office national des pêches s'opposa à l'ouverture de la conserverie « par principe ». Il n'avait pas été consulté. Pourtant d'après « Révolution et Travail », « la conserverie frappe par son matériel moderne... sa propreté » (octobre 1965).

Quelques réflexions des travailleurs : « Nous attendons depuis un an la mise en marche de l'usine, nous déployons tous nos efforts pour sauver le matériel ». « On ne comprend pas pourquoi on laisse dormir ce matériel... alors que des pêcheurs jettent leur marchandise à la mer. » « Des familles entières fondent leur espoir sur l'ouverture d'une usine... on pourrait vivre mieux à Tenes. » (« Révolution et Travail », n° 99, octobre 1965.)

Ce cas n'est d'ailleurs pas isolé (cf. « Révolution et Travail », n° 100).

7) Entreprise Ben Badis

L'entreprise Ben Badis (Rouïba-Algérois : matériel agricole tracté) est remise en route après départ du patron en août 1964. Se maintient à 100 ouvriers. La production stagne alors qu'il existe pourtant un fort besoin pour ce matériel.

— Le projet d'extension et d'organisation est en souffrance depuis 3 ans auprès de l'administration.

— Ben Badis est durement concurrencée par une entreprise privée française la SACRA.

— En mars 66, le projet de l'administration était d'« intégrer » Ben Badis dans une société d'économie mixte... comprenant la Sacra ! Il y a bien des manières de faire disparaître une entreprise autogérée. (« Révolution et Travail », 31 mars 1966.)

Mais l'histoire de Ben Badis-SACRA n'est pas terminée, témoin cette information :

Alger, 19 novembre 1966, A.F.P. — Dans le cadre des enquêtes menées sur l'ancienne gestion du ministère de l'agriculture, un industriel français et son adjoint viennent d'être arrêtés... il s'agit de M. Lucien Huck, président directeur de la Sacra, Société de fabrication de matériel agricole, et de son directeur commercial M. Paul Perrier, tous deux accusés d'atteinte au patrimoine national et de corruption de fonctionnaire (« Le Monde », 21-11-66).

8) Huileries modernes (ex. Tamzali)

Autre exemple de sabotage par le renforcement de l'industrie privée au détriment du secteur autogéré. Celui des célèbres huileries Tamzali maintenant Huileries modernes.

« Les Huileries modernes d'Algérie ont été enlevées à un potentat autochtone Tamzali et un comité de gestion après avoir remis en état les machines négligées les derniers temps par l'ancien patron, anime une vaste entreprise renouée » (novembre 1963). (Daniel GUERIN, « L'Algérie qui se cherche »).

Citons en passant Aït Ahmed qui aurait dit :

« Les nationalisations des huileries de monsieur Tamzali sont de la démagogie et non du socialisme » (discours à Michelet, octobre 1963, mais cité par l'officiel « Algérie dans le monde », n° 1).

170 ouvriers — capacité de production 4.000 à 5.000 kg d'huile raffinée toutes les 24 heures. Matériel ultra-moderne : alimente les grossistes de la région de l'Est et Sud Constantinois, le Sud Algérien, l'Algérois et aussi l'armée, l'A.N.P. On comprend que sa mise en autogestion fasse comme on dit « mal au ventre de certains ». Mais les Huileries modernes ne fabriquent que de l'huile et pas les produits dérivés : savons et savonnettes. Par contre les concurrents privés (Lesieur notamment) fabriquent huile et savons. D'où un chantage facile auprès des grossistes : s'ils veulent acheter le savon, il faut qu'ils prennent l'huile avec.

La riposte était facile à trouver : le comité de gestion des Huileries modernes a demandé l'agrément d'installation d'une savonnerie. Mais le projet est sans réponse depuis deux ans, et Lesieur qui importait ses savons, a obtenu le même agrément pour l'installation d'une savonnerie (« Révolution et Travail », de 24 mars 1966).

Voilà donc des cas où des entreprises autogérées qui, du point de vue économique sont viables, se heurtent à une concurrence privée qui a partie liée avec des organismes gouvernementaux.

DIFFICULTES INTERIEURES

Mais les difficultés sont parfois inhérentes au fonctionnement de l'autogestion à l'intérieur même de l'entreprise.

Sur les relations entre les travailleurs et leurs représentants (conseil des travailleurs, comité de gestion) on ne sait pas grand-chose. Dans certains cas, il semble qu'il y ait bien autogestion locale : le cas, plus haut, de C.M.O. Zabana. Dans d'autres cas on remarque que le comité de gestion intervient souvent collectivement. Mais il y a des cas de conflits sans doute plus nombreux que ceux qui sont révélés.

— Conflit avec le directeur (nommé par le gouvernement) ; il est à craindre que ce conflit ne soit fréquent, ou même qu'il n'y ait pas conflit parce que le directeur est obéi sans discussion. Mais pas toujours.

1) C.A.M.A. (Complexe algérien de menuiserie et d'ameublement)

Au C.A.M.A. à Bab-el-Oued (Alger), 200 travailleurs, 5 membres au comité de gestion, le président est une femme (ce qui n'est pas fréquent et ne l'est pas non plus en France).

« L'assemblée générale du C.A.M.A., réunie le 15 juin 1965, au local de l'Union locale de Bab-el-Oued (U.G.T.A.), décide de dénoncer le travail de division opéré par le directeur en augmentant les salaires de quelques-uns sans qualifications professionnelles et sans l'accord des organes d'autogestion existants, dénonce son comportement à l'égard du comité de gestion qui est ignoré et dénigré, demande l'application immédiate de la décision du conseil communal

d'animation du secteur socialiste, qui a décidé de lui retirer son agrément depuis le 19 avril 1965. La résolution a été votée à l'unanimité » (communiqué paru dans « Révolution et Travail », n° 93, 17 juin 1965).

2) Papeteries et cartonneries

Aux papeteries et cartonneries modernes d'El Harrach — autogérées depuis 1963, outillage moderne abandonné sur place par la direction — les ouvriers spécialisés qui ont démarré l'usine « ont eu la sagesse » de faire des commandes de pièces de rechange à l'avance. 109 ouvriers. Production décembre 1963 : 300 tonnes ; fin 1964 : 6.700 tonnes ; fin janvier 1965 : 7.410 tonnes. Deux détails intéressants :

— en 1965 « un président du comité de gestion jugé peu valable à l'expérience fut écarté » (la suite apprend qu'il ne fait plus partie du comité) ;

— toujours en 1965 les travailleurs se permettent même le luxe de venir en aide à d'autres comités de gestion en difficulté... (500.000 D.A. en tout, c'est-à-dire 50 millions d'anciens francs).

Outre ces dépenses ils ont versé, en 1964, 370.000 D.A. au Fonds national d'investissement (« Révolution et Travail », n° 107, 10 mars 1966). Les travailleurs des papeteries d'El Harrach ont l'air de ne pas respecter outre mesure les décrets de mars puisqu'ils ont versé plus pour la solidarité avec d'autres autogestionnaires, qu'au Fonds national d'investissement. Ils ont affecté directement leurs prêts de solidarité au lieu de verser au fonds national d'équilibre de l'emploi. On les comprend : au moins ils savent où est passé l'argent. Pourtant même dans une entreprise aussi « exemplaire » tout n'est pas rose tous les jours.

Voici un compte rendu d'assemblée générale. Nous le donnons intégralement parce qu'il soulève pas mal de problèmes.

« Le rapport de gestion est présenté par le président du comité et le directeur et expliqué par un membre de l'Union locale (U.G.T.A.) d'El Harrach. Un représentant du ministère de tutelle (industrie) est présent. Son intervention finie le camarade appelle à la discussion du rapport.

La salle est figée dans un mutisme obstiné. On devine une certaine réprobation mais il est difficile d'en connaître la nature. Les responsables qui se tiennent à la tribune face aux ouvriers tentent de provoquer la discussion. Le silence pesant n'est pas la gêne furtive qui marque chaque fois le début d'un débat. Aucune timidité ne semble paralyser l'assistance. C'est tout autre chose qui explique les visages fermés. Le premier travailleur qui rompt le silence donne le ton, il est exacerbé et laisse échapper une parole malheureuse qui lui vaudra une vive réprobation : « D'autres colons pires que ceux d'hier, dit-il, nous accablent aujourd'hui ». On lui demande des précisions, il parle de salaires insuffisants. D'autres renchérissent... la discussion devient si vive qu'elle entraîne souvent la confusion... Pourtant à aucun moment les débats ne sont viciés car chacun a son mot à dire et il le dit. Cette question des salaires va dominer une bonne partie de la réunion. Les responsables font de fréquentes interventions pour insister sur la défense de l'autogestion et expliquer aux ouvriers de ne pas se braquer uniquement sur les salaires (ici résumé de l'intervention du délégué de l'U.G.T.A.). Il faut dire aussi que ce sont

d'anciens manœuvres qui émergent à peine à la conscience de classe. C'est ce qui fait que les revendications immédiates prennent le pas. La réunion tire à sa fin. On note une certaine détente, quelques plaisanteries fusent, on a dit ce qu'on avait sur le cœur. Demain le travail reprendra normalement ».

3) Dockers

Enfin, dernier exemple de taille : le port d'Alger.

« Que s'est-il donc passé au port d'Alger ?

Depuis septembre 64 on disait ouvertement à Alger que Boumendjel doit sauter. En décembre, ce fut décidé et en janvier c'est Zaïbek qui reçoit le portefeuille démembré d'un ministère de Travaux publics, puis la reconstruction passe aux mains de l'ancien secrétaire de Ben Bella tandis que Zaïbek, ministre des P.T.T. et des T.P. se voit « doublé » par un secrétaire d'Etat, ancien administrateur de la S. N. Repal... Boumendjel ayant « kabyllisé » son ministère, et malgré que le tout-puissant Achour soit en tôle pour détournements, il y a encore des fragments de son ancien clan qui y tiennent, il faut donc « dékabylliser ». L'ex-chef de cabinet de Boumendjel, Mouloud Aït Kaci étant directeur au port d'Alger — licencié en droit par la France — a bien tissé les ramifications dans son service. Un ingénieur d'origine bretonne, nommé Couderc, marié avec une parente à Boumendjel... commande la subdivision de l'outillage tandis que Kloua, Kabyle, catholique... revendiquant la nationalité française, manipule la subdivision de la Statistique et de la Main-d'œuvre, cumulant ces fonctions avec le titre de l'inspecteur de Travail des dockers... puis un autre, Kamal Cherouati, ex-sous-lieutenant, sorti de Chercheff ancien officier de S.A.S. avec les bagages d'un instituteur de formation accélérée se voit « nommé » à la place des trois ingénieurs subdivisionnaires : bâtiments travaux maritimes, et bureau d'études ; et pour terminer avec le tableau de l'état-major du port, parlons aussi de son secrétaire général. Il y avait le nommé Ben Halla, ex-commentateur de la T.V. française à Alger, ex-sous-préfet de l'Algérie française de Tlemcen... (actuellement journaliste à Paris, à l'O.R.T.F.). Sa succession est disputée par un nommé Djouaher et son acolyte Salmi. Djouaher, ex-instituteur quelque part en France... l'emporte et la victime ne sera pas Salmi, mais un vrai cadre, le nommé Radjef, ingénieur qui se voit tellement emmerdé à la tête de la subdivision de l'exploitation commerciale du port qu'il démissionne...

Voici les messieurs qui ont la prétention de « diriger » le port d'Alger, pour le plus grand bien des ouvriers.

Plus bas, nous voyons par exemple ce Hendel Messaoud, ancien ouvrier menuisier qui est « conducteur de travaux »... un autre, ancien chauffeur d'un directeur également « promotion sociale », etc., prônant les ouvriers et mou-chardant...

Les délégués du personnel ? Malgré qu'ils mettent leur cravate du dimanche, le directeur les fout à la porte avec leurs revendications... et c'est tout. Syndicat ? Parlons-en. D'abord pas d'esprit de syndicat parmi les ouvriers qui ont peur de perdre leur place, puis ce qui est pis, encore moins d'esprit de syndicat à l'U.G.T.A. Je vous ai déjà dit que l'U.G.T.A. est une boîte aux lettres

de la Villa Joly *. Son rôle consiste à « prendre la température des ouvriers », (Lettre dans « Informations Correspondance Ouvrière », n° 36, février 1965.)

Cela c'est la direction. Voici l'autre face du même problème : les résultats (interviews de dockers, sur les quais, dans « Révolution et Travail », n° 98, 15-10-1965).

« Réglementairement il doit y avoir 16 ouvriers pour le réchargement et il y en a que 10. Nous ne travaillons que deux ou trois jours par quinzaine. »
« Le meilleur d'entre nous touche 12 D.A. La sécurité n'est pas strictement appliquée. Cela dépend de l'humeur des " patrons " ».

« Pourquoi nous diminue-t-on les allocations familiales ? Sur la somme de 42 D.A. reconnue par enfant, on ne nous accorde que la moitié, où va le reste ? vers une destination « inconnue »... que nous connaissons très bien d'ailleurs. »

— Une fontaine sur le quai.

« Cette eau que vous voyez couler nous la payons. On nous fait une retenue sur le salaire. Il y a quelque temps on l'a complètement coupée. Nous avons demandé que les conduites soient rouvertes car il est impossible de travailler sous un soleil accablant sans boire. La réponse ne s'est pas fait attendre, on a décidé de nous faire payer. »

— Un autre docker parle des autres retenues :

« Il ne faut pas oublier de parler de celle qu'on nous réclame pour les douches que nous n'utilisons pas... On a trouvé le moyen de nous retenir 0,50 D.A. destinés à la caisse de retraite. Quelle retraite ? C'est du vol... La sécurité et les soins médicaux ne sont guère appliqués comme le stipule le règlement. »

— Un autre : « Qu'on ait le courage de faire passer une visite générale à tous les dockers ! ».

— Un ouvrier de bord à propos des règles de sécurité : « Nous ne sommes jamais sûrs de revenir chez nous le soir ».

— Un docker de 60 ans accidenté du travail il y a 8 mois, épaule fracturée ; malgré la recommandation du médecin on l'a remis au déchargement. Il continue à porter 60 sacs de 50 kg par demi-journées sur cette même épaule.

« Un ancien docker n'est jamais certain d'être employé. Il a de l'expérience. Il connaît les manœuvres des employeurs et paraît peut-être exigeant. »

A propos des délégués syndicaux :

« Ils ne nous défendent pas comme le nécessite notre situation. Ils ont peur de la menace. Nous avons beaucoup perdu hier : notre sang (allusion à l'explosion sur le port d'Alger), nos biens. Ce n'est pas pour plier aujourd'hui sous les menaces. Nous étions solidaires hier, nous devons le rester. C'est grâce à nous qu'une grande partie du matériel a été sauvé, nous avons passé

* Ex-résidence de Ben Bella (N.D.L.R.).

des nuits blanches à surveiller le port pendant la période de l'O.A.S. Il faut que nos délégués fassent mieux, qu'ils ne se laissent pas impressionner par le chantage ».

Sur la condition générale :

— « Nous vivons continuellement dans l'attente. Une famille à charge, l'incertitude de gagner son pain de la journée, les humiliations répétées, telle est notre situation... qu'on nous accorde les droits les plus élémentaires de l'homme au travail ».

— « Nous attendons depuis 5 heures du matin dans l'espoir de gagner notre pain. La plupart du temps on nous renvoie. Père de 7 enfants, je fais 8 fois chaque matin le trajet d'Harrach au port le plus souvent sans espoir. Je ne peux les nourrir ces enfants, même pas les habiller correctement... Il n'est plus possible de vivre ainsi. Nous avons assez souffert hier. Nous sommes encore aujourd'hui considérés comme des instruments de travail. Le bureau d'embauche, c'est une maffia dont le travail consiste uniquement à humilier le docker. On ne travaille le plus souvent que 2 à 3 jours par semaine. Nous sommes à bout de souffle ».

— « C'est une maffia, des hommes sans scrupules qui font la loi au bureau d'embauche... le « vieux » est considéré comme un élément dangereux ». Les larmes au visage il continue : « Aujourd'hui nous sommes libres, libres au prix de durs sacrifices. L'histoire du docker n'est pas une feuille blanche. Nous voulons que notre voix s'élève, que l'on nous entende. Nous ne demandons que nos droits et notre dû ».

— Un docker, d'ailleurs ancien condamné à mort par l'occupant : « Je ne travaille que 2 jours par quinzaine à un salaire insuffisant. Nous ne mangeons pas à notre faim. Nous nous vêtons de haillons. Nous disons que personne d'entre nous n'a été prédestiné à la profession de docker, car certains le pensent. Nous sommes avant tout des hommes. Nous avons combattu pour devenir libres. Où sont nos droits ? ».

4) S.A.T.A.C. (Société algéroise de transports automobiles en commun)

4 octobre 1963 : nationalisation et élection d'un comité de gestion de l'entreprise de transports en commun Satac - Transports Colonel Lofti. (« Révolution et Travail », n° 93, 17-6-65).

Les T.C.L. exploitent 3.000 km de lignes (35 lignes régulières reliant Alger à l'intérieur du pays), et disposent de 137 véhicules, dont 32 achetés par le comité de gestion. L'entreprise présente un bénéfice net de 540.000 D.A. Aussi le ministre des transports Zaïbek déclare : « Vous venez de prouver que l'auto-gestion est une réussite, ayez toujours confiance en elle ».

Cependant, dans « Révolution et Travail » du 31 septembre 1966 (n° 110), il est fait état de graves difficultés dans les entreprises de transports auto-gérées, surtout celles qui sont spécialisées dans les transports de marchandises.

« Les camarades ont insisté sur l'incompétence des chargés de gestion, qui affichent une insolence à l'égard des travailleurs sans commune mesure avec leur capacité. Leur fonction devient un moyen de se substituer aux gestion-

naires. La gestion est devenue un domaine réservé d'où les travailleurs sont exclus dès le début au profit des seuls bureaucrates ». Et « Révolution et Travail » attaque l'Office National du Travail, qui constatant un déficit des entreprises autogérées (c'est l'O.N.T. qui s'occupe de la comptabilité des entreprises), veut diminuer les salaires de 30 %. « Les travailleurs n'entendent pas être lésés alors qu'ils réclament en vain la gestion et qu'elle leur est refusée. Ils refusent d'assumer les fautes qu'ils n'ont pas commises ».

« Avant de conclure, il n'est pas inutile de rappeler certaines irrégularités, on a signalé sur les routes des individus porteurs d'une feuille de l'O.N.T. qui se livraient à un trafic illégitime. Ce sont des transporteurs privés qui au mépris du quota qui leur fait obligation de s'en tenir au frêt accordé par l'O.N.T., réalisent des opérations de transports directement avec des entreprises privées ». Le sabotage par l'organisme étatique est donc flagrant, et c'est encore un bon exemple de discrimination au détriment de l'autogestion.

« Il existe un comité technique à la direction des transports qui est chargé de verbaliser les contrevenants. Composé en majorité de transporteurs privés, ce comité s'est distingué par une partialité très nette à l'égard des transporteurs de l'autogestion ».

QUELQUES CONCLUSIONS

Il serait très intéressant d'avoir des renseignements récents sur toutes les entreprises autogérées, car on remarque souvent que les conclusions diffèrent sensiblement selon l'époque où l'enquête fut menée. Ainsi, certains résultats des études de D. Guérin et A. Marill effectuées en 1963-64 sont infirmés par des témoignages postérieurs de « Révolution et Travail ». A. Marill, dans « L'Autogestion Industrielle », partie du livre « Essais sur l'économie de l'Algérie nouvelle », cite comme « exemples concrets de succès remportés par des entreprises autogérées », les autocars blidéens, les minoteries de Kherrata et les moulins Amirouche à Hussein-Dey, l'huilerie moderne d'Algérie (ex Tamzali). Or, pour toutes ces entreprises et notamment la dernière, des numéros de « Révolution et Travail » de 1956-66 font état de graves difficultés provenant pour la plupart de dissensions entre représentants de l'Etat et travailleurs.

En fait, les problèmes qu'on rencontre avec les moyennes entreprises ne sont plus seulement des problèmes de difficultés techniques ou purement économiques mais souvent des problèmes de sabotage pur et simple.

Ce qui frappe dans les exemples d'autogestion industrielle qu'on peut arriver à connaître c'est qu'il s'agit presque toujours de petites entreprises dans des secteurs économiques de peu d'importance : alimentation (boulangeries, limonaderies, boucheries, biscuiteries), quincaillerie mécanique, quelques minoteries, petites entreprises, fournitures de bâtiment, papeteries, tout cela tourne autour de 100 à 200 personnes au plus. Les quelques grandes entreprises qui font partie du « secteur socialiste » ne sont pas autogérées mais gérées par l'« Etat algérien » c'est-à-dire plus prosaïquement par les clans politiques qui se partagent le pouvoir.

Ce premier trait différencie nettement l'autogestion industrielle. C'est un secteur très *minoritaire*, et économiquement *peu important*.

Pourtant la combativité et la conscience semblent y être plus vives que dans le secteur agricole. Il y a peut-être plus de véritables entreprises autogérées dans le secteur industriel que dans l'agriculture et symétriquement le gouvernement n'a jamais insisté pour former des comités de gestion dans l'industrie, au contraire.

Le développement tend à se faire à l'intérieur du secteur autogéré par une union d'entreprises de même nature, permettant une concentration et une rationalisation, et par la recherche de débouchés économiques.

A l'extérieur du secteur autogéré, on entrevoit à la faveur d'articles de « Révolution et Travail » ou ailleurs, des tentatives pour obtenir l'autogestion. Soit dans les entreprises privées, soit dans certaines entreprises nationalisées et particulièrement mal gérées.

Pour terminer cette étude, nous reproduisons un passage du « Bulletin intérieur de l'autogestion » qui est une manifestation de la conscience de ceux qui essaient de réaliser l'autogestion en Algérie.

« Dans certains cas le comité de gestion ne consulte ni l'assemblée générale des travailleurs ni le conseil des travailleurs et fait tout à sa guise. Ceci se traduit par l'oppression d'un clan sur la majorité des travailleurs. Dans chaque entreprise où un clan a pris les commandes en main, on peut dire que le mouvement révolutionnaire de l'autogestion est freiné et que l'on assiste à une déformation bureaucratique, qui est la cause fondamentale de la mauvaise production. Cette déformation bureaucratique est un grave danger pour nous, car si un clan qui dirige une entreprise n'est pas contrôlé par les ouvriers, il finira inévitablement par être contrôlé par les ennemis de l'autogestion, en un mot par les bourgeois et les féodaux (pots de vin, achat à vil prix de la production). Aussi en face d'une mauvaise production notre réaction doit être révolutionnaire et non bureaucratique : par exemple, réunir immédiatement l'atelier où cela s'est passé, ou au besoin, réunir l'assemblée générale des travailleurs pour éclairer démocratiquement cette question. Nous ne devons pas oublier que l'assemblée générale des travailleurs est souveraine et que le comité de gestion n'est que l'organe exécutif de cette assemblée. »

« Le problème de la mauvaise production dans nos usines et nos fermes autogérées » (« Bulletin Intérieur de l'autogestion », n° 2).

(A suivre).

SABADELL.

~~~~~

Nos cinq camarades arrêtés en Espagne à la fin de l'année dernière passeraient incessamment en jugement devant le Tribunal d'Ordre Public franquiste. Selon le procureur lui-même, ils risqueraient les peines suivantes : Alicia Mur Sin, Luis A. Edo et Antonio Cañete 15 ans de prison ; J. Rodríguez Piney six ans et Alfredo Herrera trois ans. Tout doit être fait pour leur venir en aide, sans oublier le soutien financier qui sera adressé à : FOURNIER Clément, B.P. 105 à Aubervilliers - 75. C.C.P. 13-536-34.



# LEÇON DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Comme nous l'annonçons dans notre dernier numéro, nous sommes heureux de publier un chapitre (le chapitre VI, à l'exception du dernier alinéa) du livre de Vernon Richards « *Lessons of the Spanish Revolution* », en français « *Enseignements de la Révolution espagnole* ». Les notes et l'intertitre sont de V. Richards, le titre général de l'article est de nous.

N. R.

---

## LA C.N.T. PARTICIPE AUX GOUVERNEMENTS CATALAN ET CENTRAL

La Révolution sociale et la lutte armée contre Franco ne souffrirent jamais du manque d'hommes ou d'esprit de sacrifice et de décision pour vaincre et reconstruire une Espagne basée sur de nouvelles conceptions de liberté et d'égalité. Ce qui manquait aux travailleurs espagnols c'étaient les armes, en quantité comme en qualité, les matières premières pour les industries, les fertilisants et les outillages modernes pour l'agriculture, les vivres et enfin l'expérience soit pour organiser la nouvelle économie, soit pour combattre dans une lutte armée prolongée. Mais ce furent seulement les chefs politiques et certains des membres les plus représentatifs des organisations ouvrières qui s'alarmèrent de la situation jusqu'à chercher refuge, ne sachant de quel côté aller, dans les institutions de l'État. Les travailleurs, au contraire, avec leur bon sens naturel, affrontèrent la situation avec les matériaux disponibles et les connaissances qu'ils avaient.

Leur système de gestion des services publics et de distribution des vivres peut avoir été chaotique, mais aucun critique n'a encore dit que quelqu'un mourut de faim ; leur défense improvisée de Barcelone, Madrid, Valence, peut avoir été désorganisée, mais malgré tout cela, ils vainquirent les formations militaires bien organisées et bien armées qui le 19 juillet s'étaient crues maîtresses de toute l'Espagne ; leurs colonnes (mal) armées n'ont sans doute pas occupé Saragosse et d'autres villes stratégiques, mais néanmoins elles continrent les forces ennemies durant de nombreuses semaines. Elles parurent avoir été chaotiques, mais, comme l'exprima avec synthèse un soldat de profession (le colonel Jiménez de la Beraza) quand on lui demanda ce qu'il pensait de ces colonnes improvisées :

« Du point de vue militaire, c'est un chaos ; mais c'est un chaos qui fonctionne. Ne le dérangez pas ! »

(Cité par Santillan dans « *Por qué perdimos la guerra* », page 65.)



Pour prévenir la critique, nous pourrions dire que nous sommes pleinement conscients des désavantages de ce « chaos » ; du fait, comme dit Garcia Oliver, que les transports étaient si chaotiques que quelquefois les miliciens au front restaient quatre jours sans vivres ; qu'on n'avait organisé aucun service sanitaire pour soigner les miliciens blessés ; et aussi du cas extrême de ces combattants versés à la défense de Madrid, qui à sept heures du soir abandonnaient leur poste sur la ligne du front pour rencontrer leurs fiancées en ville ! Nous avons seulement dit que les travailleurs espagnols furent capables dans une situation qui avait paralysé le gouvernement (sauf son habileté à publier les décrets inutiles et insolents dans la « Gazeta ») et les politiciens, d'improviser et d'organiser au-delà de toute espérance. Et si par la suite, la résistance aux armées de Franco fut possible, ce fut grâce à ce glorieux « chaos » des premières semaines de combat.

Il nous semble que le rôle des anarchistes était de chercher à soutenir cette vaste masse de bonne volonté et d'énergie, et d'œuvrer pour sa consolidation et sa coordination, en éclairant les problèmes pour leurs camarades travailleurs, en suggérant des solutions, et toujours en défendant l'idée que tout le pouvoir et chaque initiative devait rester aux mains des travailleurs eux-mêmes. Et non seulement des travailleurs de la C.N.T., mais aussi de ceux de l'U.G.T. qui, déçus par les « gouvernements socialistes » qui ne se sont pas montrés différents des autres, auraient prêté plus d'attention à de tels arguments qu'aux conseils faibles et timorés de la majeure partie de leurs chefs.

« Sans désordre la Révolution est impossible », écrit Kropotkine (\*). Au contraire, beaucoup de membres des organisations révolutionnaires étaient tellement préoccupés par la lutte contre Franco que dès les premiers moments, leurs exhortations aux ouvriers furent des appels à l'ordre, au retour au travail, à l'augmentation des heures de travail, pour satisfaire les exigences de la lutte armée. Cette attitude peut se résumer en deux phrases contenues dans un article de Juan Peiro où il s'oppose à l'idée de réduire la journée de travail des ouvriers dans les usines catalanes :

« La fameuse phrase de Napoléon est trop souvent oubliée. La guerre et ses succès dépendent toujours de l'argent parce que de tout temps les guerres se sont appuyées sur une base économique. »

(Peirats, I, 204.)

Comme cela était vrai dans le cas de l'Espagne en août 1936 ! Mais au lieu de dire aux travailleurs qu'avant toute autre chose, ils auraient dû s'assurer que les banques et la réserve d'or fussent entre leurs mains, il exhortait les travailleurs de l'arrière à augmenter toujours davantage le nombre d'heures de travail dans le but de produire plus ! Ce n'est pas qu'il ne disait pas une vérité. Mais il était vrai aussi que celui qui contrôlait la réserve d'or aurait contrôlé la direction de la guerre et de l'économie espagnole.

Dans ces premiers jours de lutte le besoin d'armes et de matières premières était urgent. Et pour fabriquer les armes, les ouvriers catalans avaient besoin d'usines adaptées à ce but ; les machines devaient être achetées à l'étranger

(\*) D'une lettre à un ami pendant la révolution russe. Rapportée par Woodcock et Avakoumovitch dans « Pierre Kropotkine, le prince anarchiste » (Paris, 1953).



avec de l'or, et on devait acheter aussi avec de l'or les avions, le matériel de transport, les fusils, les canons et les munitions, et également avec de l'or on pouvait obtenir des armes allemandes et italiennes. La réserve d'or était le moyen qui aurait permis aux travailleurs armés de passer de la défensive à l'attaque. Car s'il est vrai qu'ils n'étaient pas entraînés comme il convenait et que les milices manquaient de coordination, toutefois sans armes et transports suffisants ces problèmes restaient de peu d'importance.

Pour augmenter la confusion en matière financière, il y avait la rivalité entre le gouvernement de Catalogne et de Madrid, une rivalité qui ignorait l'ennemi commun et dans laquelle le gouvernement de Madrid avait l'avantage parce qu'il détenait le contrôle de l'or. Avantage dont il usa pour chercher à étouffer la révolution en Catalogne et à saboter le front d'Aragon et la campagne pour les Iles Baléares, qui furent des initiatives prises par la C.N.T. D'après Santillan, la même attitude prévalut quand Caballero succéda au gouvernement Giral en septembre 1936.

Observons plus en détail les dommages provenant du fait que l'or restait en de mauvaises mains.

Le 24 septembre 1936 se tint à Barcelone un Plenum régional des Syndicats où étaient présents 505 délégués, représentant 327 syndicats. A ce plenum, Juan P. Fabregas, délégué de la C.N.T. au Conseil économique, après avoir montré l'activité des syndicats, parla de difficultés financières de la Catalogne découlant du refus du gouvernement de Madrid de :

« Donner une aide quelconque dans les questions économiques et financières, sûrement parce qu'il n'a pas beaucoup de sympathie pour l'œuvre pratique qui se fait en Catalogne... Il y a eu un changement de gouvernement, mais nous continuons à rencontrer les mêmes difficultés. »

(Pelrats, I, 214.)

Fabregas poursuivit en déclarant qu'une commission s'était rendue à Madrid demander des crédits pour l'acquisition de matériel de guerre et de matières premières, offrant en garantie 1.000 millions de pesetas en titres déposées à la Banque d'Espagne, et avait reçu un net refus. Il suffisait que la nouvelle industrie de guerre de Catalogne soit contrôlée par les travailleurs de la C.N.T. pour que le gouvernement de Madrid refusât toute aide inconditionnée. Il aurait consenti l'assistance financière seulement en échange du contrôle gouvernemental.

Ce que signifiait en termes de production d'armes ce sabotage évident du gouvernement, est révélé par un compte rendu des conversations tenues le 1<sup>er</sup> septembre 1937 entre Eugenio Vallejo, représentant de l'industrie de guerre catalane contrôlée par la C.N.T. et le sous-secrétaire aux Armes et Munitions du Gouvernement central, au cours desquelles ce dernier admit, devant témoins, que :

« L'industrie de guerre catalane avait produit dix fois plus que tout le reste de l'industrie espagnole et convient avec Vallejo que cette moyenne de production aurait pu être quadruplée depuis le début de



septembre si la Catalogne avait pu disposer des moyens nécessaires pour acquérir les matières premières existant sur le territoire espagnol » (1).

Mais revenons à septembre 1936. Le Plenum régional des Syndicats termina ses délibérations le 26 septembre. Le lendemain, la presse annonça l'entrée de la C.N.T. dans le gouvernement catalan. Dans un communiqué de presse la C.N.T. nia que ce fût au gouvernement et précisa avoir participé à un Conseil régional de défense ! Qui prit cette décision ? Ni Peirats, ni Santillan n'en donnent d'explications. Il n'y a pas non plus d'indications que la question ait été discutée au Plenum régional. Vers le 20 septembre cependant, après la formation du gouvernement Caballero, un Plenum national des comités régionaux se réunit, présidé par le Comité national de la C.N.T. dans le but de chercher une formule par laquelle en sauvant la face, la « collaboration » devint possible.

Il fut décidé qu'on aurait dû constituer un « Conseil National de Défense » et qu'on aurait dû transformer les ministères existants en départements. Plusieurs décisions relatives aux milices, aux banques, à la propriété de l'Eglise, etc., sont incluses dans cette délibération. Mais le document n'a qu'une importance relative, car le terme Conseil national de défense fut employé pour rendre moins terrible aux oreilles de la C.N.T. le son du mot « gouvernement ». Ce fut bien compris des partis politiques, qui ne prirent pas en considération les propositions et virent le bluff de la C.N.T. de telle sorte que deux jours plus tard le plenum fut de nouveau réuni, et la C.N.T. ne put que regretter le rejet de ses propositions. A la fin de ce document, cependant, il est implicite que la formation du Conseil régional de défense (comme le gouvernement catalan avec la participation de la C.N.T. fut défini par euphémisme) fut le résultat du plenum précédent, et il est ajouté que la préparation d'un Conseil national de défense devait être poursuivie. Mais comme le Conseil régional de défense était le gouvernement de Catalogne, il n'est point surprenant qu'en novembre la C.N.T. capitule et que quatre de ses membres fassent partie du gouvernement Caballero à Madrid.

La formation d'un gouvernement en Catalogne avec la participation de la C.N.T. mit fin au dualisme de pouvoir entre le Comité des milices antifascistes et le gouvernement de la Généralité par l'élimination du Comité des milices. Malgré tous ses défauts, le Comité représentait mieux que le Gouvernement, les aspirations révolutionnaires. Et il n'avait pas de pouvoir exécutif pour imposer ses décisions. Il est à peine nécessaire d'ajouter que, dans le nouveau gouvernement, les organisations ouvrières étaient en minorité et les partis politiques en majorité. Et ainsi, à peine deux mois après que l'humble Companys du 20 juillet ait offert « de devenir un autre soldat dans la lutte » si la C.N.T.

---

(1) « De Companys a Indalecio Prieto. Documentación sobre las industrias de guerra en Cataluña » (Buenos-Aires, 1939). Ce volume de 90 pages contient de nombreux documents, notamment une lettre de Companys (président de la Catalogne) à Indalecio Prieto (ministre de la Défense nationale du gouvernement central) dans laquelle il démontre par les chiffres la contribution de l'industrie de guerre catalane à la lutte armée, soulignant qu'on aurait pu obtenir beaucoup plus si le gouvernement central n'avait pas refusé les moyens pour accroître cette industrie. D'autres documents traitent des résultats obtenus par la C.N.T. dans l'industrie de guerre catalane. Les statistiques montrent les quantités produites et appellent l'attention sur le fait que, durant cette période, la Catalogne avait produit des articles qui n'avaient encore jamais été fabriqués en Espagne. On y trouve enfin le rapport sur les « Tentativas de acuerdo entre Cataluña y Madrid », d'où est tirée notre citation.



l'avait désiré, il avait maintenant dans les mains les rênes du pouvoir politique. Il fallait savoir s'il réussirait aussi à se servir de la cravache !

De quelle façon la lutte contre Franco fut-elle améliorée par ce changement ? Santillan nous donne cette explication :

« S'il ne s'était agi que de la révolution, l'existence même du gouvernement aurait été non un facteur favorable, mais un obstacle à détruire ; or, nous avions à faire face aux exigences d'une guerre violente, avec des complications internationales, et nous étions liés aux marchés internationaux et aux relations avec un monde étatisé. Et pour l'organisation et la direction de cette guerre, dans les conditions où nous nous trouvions, nous ne disposons pas de l'organisme qui aurait pu remplacer le vieil appareil gouvernemental » (p. 113).

Santillan poursuit en remarquant qu' « une guerre moderne » demande une industrie de guerre complexe, ce qui suppose, pour des pays non totalement autonomes, des relations politiques, industrielles et commerciales avec les centres du capitalisme mondial qui possèdent le monopole des matières premières. Et les pays étrangers étaient hostiles à la révolution et pouvaient refuser de fournir les matières premières s'il n'y avait eu une apparence de gouvernement.

La dissolution du Comité des milices ne fut pas le dernier sacrifice fait pour :

« démontrer notre bonne foi et notre désir dominant de gagner la guerre. Mais plus nous avons cédé à l'intérêt commun, plus nous nous étions trouvés devant des obstacles de la contre-révolution personnifiée par le pouvoir central ».

Avec quels résultats ? demande Santillan :

« Certainement pas à l'avantage de la guerre ou du moins pas à l'avantage de la victoire sur l'ennemi. »

Pendant ce temps, Moscou était entré dans le conflit et le monopole des communistes qui en Catalogne (2) avaient commencé à absorber les différents groupes socialistes en un parti unique, le P.S.U.C. (Parti Socialiste Unifié de Catalogne) s'était enhardi grâce au contrôle grandissant exercé par les agents et les techniciens russes dans tous les départements d'Etat. Moscou avait l'intention de détruire la Catalogne révolutionnaire, soit en coupant le ravitaillement en armes, soit par un assaut direct. Mais les temps n'étaient pas encore mûrs et il n'est donc pas surprenant que le 25 octobre 1936 les communistes soient prêts à signer un pacte d'unité d'action avec la C.N.T., la F.A.I., l'U.G.T.

---

(2) Les communistes prétendaient avoir 30.000 membres fin 1935. La plupart des observateurs, comme Borkenau et Brennan, indiquent comme chiffre plus probable 3.000. C'est également l'opinion du général Krivitsky, qui était directement intéressé aux activités du parti durant la lutte contre Franco. Frank Jellinek, dans « The Spanish Civil War » (Londres, 1938) — procommuniste — donne une idée de la faiblesse du P.C. espagnol : « Il faut reconnaître que les communistes, bien que jusqu'alors insignifiants (octobre 1934), avaient augmenté de 500 fois le nombre de leurs membres » (souligné par nous). Combien devaient-ils être avant !



et le P.S.U.C. Le pacte était un nouveau pas fait vers la centralisation complète du pouvoir dans les mains du gouvernement catalan. Les clauses de l'accord comprenaient la collectivisation des moyens de production et l'expropriation sans compensation, mais avec la clause :

« Nous sommes d'accord pour dire que cette collectivisation ne donnerait pas les résultats espérés si elle n'était pas dirigée et coordonnée par un organisme vraiment représentatif de la collectivité, qui dans ce cas, ne peut être que le Conseil de la Généralité où sont représentées les forces sociales. »

(Peirats, I, 225.)

Accord également sur la municipalisation des logements et sur la fixation par des organes municipaux des prix maximaux des loyers. Accord sur un commandement unique pour coordonner l'action de toutes les forces combattantes, sur la création des milices obligatoires transformées en une vaste armée populaire et sur le renforcement de la discipline. Accord sur la nationalisation des banques et sur le contrôle ouvrier, par les commissions des employés, de toutes les opérations bancaires effectuées par la chancellerie financière du Conseil de la Généralité. Accord sur :

« Action commune pour liquider les activités nuisibles de groupes incontrôlables qui, par manque de compréhension ou malhonnêteté, mettent en danger l'application de ce programme. »

(Peirats, I, 227.)

Deux jours après, une grande assemblée publique fut tenue pour célébrer cette nouvelle victoire de la contre-révolution. Parmi les orateurs, il y eut le secrétaire régional de la C.N.T., Mariano Vazquez, le futur ministre de la Santé publique, Federica Montseny et cette sinistre figure du socialisme catalan : Juan Comorera... et le consul général russe à Barcelone, Antonov Ovseenko ! Le pacte d'unité ne fut pour les communistes qu'un premier pas dans leur plan pour s'emparer du pouvoir. Depuis le début, la petite bourgeoisie avait représenté un bloc incertain dans la réalisation de la révolution sociale. La C.N.T. avait respecté leurs intérêts et maintenant les communistes s'apprétaient à conquérir ces partisans de Companys. La crise qui eut lieu en décembre 1936 dans le Gouvernement catalan eut visiblement pour cause le manque de discrétion des organisations des communistes dissidents P.O.U.M. (ayant un représentant au Gouvernement) dans leur attaque contre la politique internationale de la Russie. L'occasion fut saisie par les communistes pour discréditer aussi la C.N.T. en demandant dans leur presse pourquoi aucune offensive n'était faite sur le front d'Aragon (tenu principalement par les anarchistes) (3). Deux jours après, la crise fut « résolue » par la destitution du ministre du P.O.U.M.

---

(3) Cette propagande visant l'inactivité du front aragonais fut utilisée par les communistes dans le monde entier pour discréditer les anarchistes. On la trouvera en Angleterre dans l'opuscule du P.C. « Spain Left Critics » de J.R. Campbell, qui poursuit en détail la campagne du P.C. espagnol contre le P.O.U.M. qui, disait-on, cherchait à créer une scission entre les anarchistes et les communistes. En même temps, Campbell fait d'injurieuses allusions au front d'Aragon !



Devant quel tragique bilan de défaites se trouva la C.N.T. en Catalogne à la fin de 1936 ! Ces défaites ne tenaient pas à l'œuvre de la collectivisation dont les travailleurs avaient tiré et consolidé les premières victoires. Les défaites des travailleurs étaient dues aux succès des politiciens à transférer, l'un après l'autre tous ces pouvoirs qui, depuis qu'ils étaient aux mains des travailleurs rendaient impossible au Gouvernement d'émerger de son obscurité méritée. A la fin de 1936, Companys avait littéralement le contrôle en main, mais il avait fini par payer cette victoire un prix élevé : en cédant aux communistes. Et si la C.N.T. était restée éloignée de la lutte politique, elle aurait pu tirer avantage de cette situation. Mais elle naviguait dans un océan de compromis et était encore bien loin du port. Quoi de plus désastreux pour le mouvement révolutionnaire que des chefs assez aveugles pour dire, comme Garcia Oliver :

« Les Comités de la milice antifasciste ont été dissous parce que maintenant la Généralité nous représente tous. » ?

Pendant ce temps, à Madrid, Largo Caballero, succédant à Giral comme premier ministre, eut pour première charge celle de créer un gouvernement qui fonctionne. Durant les semaines précédentes :

« les masses avaient gravité autour des organisations des travailleurs, éblouies par leurs conquêtes révolutionnaires, ou étaient sur le front pour combattre l'ennemi commun »,

écrit Peirats dans « La C.N.T. en la Revolución española », ajoutant :

« Pour sauver le gouvernement, le principe du gouvernement, il faut lui donner du prestige avec des mots d'ordre et un homme. On pouvait improviser les mots d'ordre et destituer l'homme de sa fonction une fois la situation rétablie. Ce qui est important c'est de trouver une formule qui permette la reconstruction de l'appareil étatique, afin d'en confier les rênes à un gouvernement qui remplisse le rôle de désarmer le peuple pour le forcer à l'obéissance. En un mot, mettre la révolution dans une camisole de force. Aussi Largo Caballero était-il l'homme providentiel » (page 207).

C'était un chef de l'U.G.T., syndicat dominé par les socialistes et un « extrémiste » du parti socialiste pris en considération par la C.N.T. (4). Son premier soin sera de rendre leur prestige aux institutions républicaines décadentes et une nouvelle vie à l'Etat et rendre ainsi possible ce que les gouvernements précédents avaient été incapables d'obtenir : la militarisation des

---

(4) Selon Peirats. Le lecteur se rappelle que dans une citation précédente, tirée du « Labyrinthe espagnol » sur les rapports entre Caballero et la C.N.T., l'opinion inverse était exposée. Nous croyons que Peirats comme Brenan décrivent la situation telle qu'elle existait à l'époque où ils en parlaient (1936 et 1934). L'attitude des chefs de la C.N.T.-F.A.I. envers les politiciens éclaire d'une manière intéressante leur appréciation de la politique. Caballero, tout comme Companys, avait été responsable de l'emprisonnement d'anarchistes, mais aucune des parties ne considérait cela avec honte ou chagrin. La chose semblait acceptée comme faisant partie du jeu politique, pour lequel aucun ne gardait rancune à l'autre. Ainsi, en juillet 1936, la C.N.T. en Catalogne pouvait déclarer sa foi « en la parole d'un catalan démocratique (Companys) » et, à l'occasion de la prise du cabinet en mai 1937, refuser de participer à un gouvernement central dans lequel Caballero ne serait point premier ministre. On ne peut faire moins que constater que les chefs de la C.N.T.-F.A.I. étaient politiciens dans l'âme.



milices, la réorganisation des corps armés et leur contrôle par le gouvernement avec le désarmement simultané à l'arrière-garde. Le mot d'ordre ne fut pas difficile à trouver : la nécessité d'une discipline et d'un commandement unique en réponse aux défaites sur les fronts ; le besoin d'aller de l'avant et de gagner la guerre avant tout.

La réponse de la C.N.T. au gouvernement Caballero fut le plenum national des comités régionaux réuni à la mi-septembre, où la constitution à Madrid d'un Conseil National de Défense décrit comme suit, fut proposée :

« Organisme national autorisé à assumer les fonctions de direction dans le domaine défensif et de consolidation, dans le domaine politique et économique. »

(Peirats, I, 209.)

Comme nous l'avons déjà remarqué ce Conseil aurait eu les pouvoirs de « créer une milice de guerre obligatoire ». En d'autres termes, ce « Conseil » était un gouvernement déguisé, même en étant un gouvernement révolutionnaire.

Le 4 novembre 1936, quatre membres de la C.N.T. entrèrent au gouvernement Caballero : Juan Lopez et Juan Peiro comme ministres du Commerce et de l'Industrie, respectivement ; Federica Montseny au ministère de la Santé et Garcia Oliver à la Justice. Aucun de ces ministres n'a été capable de prouver que durant les six mois de sa charge la présence au gouvernement de représentants de la C.N.T. contribuait d'une façon quelconque à améliorer la situation militaire. Juan Lopez a fait remarquer l'impossibilité de faire quelque chose dans la sphère économique quand les portefeuilles du Commerce et de l'Industrie étaient aux mains des syndicalistes et l'Agriculture et les Finances dans celles d'un communiste et d'un socialiste de droite. Federica Montseny a admis publiquement que la participation de la C.N.T. au gouvernement fut une faillite et seul Garcia Oliver est en extase, en décrivant les résultats obtenus par lui comme ministre de la Justice. Peut-être aurait-il montré moins d'enthousiasme pour ses propres découvertes révolutionnaires dans le domaine de la criminologie s'il avait eu connaissance de l'œuvre d'institutions également prudentes, mais de bonne foi, comme le Harvard League pour la réforme pénale dans l'Angleterre capitaliste ! (5).

---

(5) Ces quatre ministres du gouvernement Caballero ont relaté leur activité dans leurs ministères respectifs en de grandes assemblées publiques. Ces comptes rendus ont été publiés sous forme de brochures.

Il ne semble pas que les ministres de la C.N.T.-F.A.I. du gouvernement catalan aient fait de tels rapports, mais nous avons trouvé deux relations de Santillan publiées dans la revue « Timon » (Barcelona, août 1938) qui sont remarquablement intéressantes. « Comme gouvernants, écrit Santillan, nous ne sommes pas meilleurs que les autres et nous avons déjà prouvé que notre intervention dans les gouvernements ne sert qu'à renforcer le gouvernementalisme et en aucune façon à renforcer les droits des travailleurs contre leurs ennemis parasitaires économiques et politiques. » Ailleurs, il déclare qu'il faut avoir confiance dans le peuple et le servir. « Mais nous ne pouvons servir simultanément deux patrons. Si nous sommes avec le peuple, nous ne pouvons être aussi avec l'Etat, qui est l'ennemi du peuple. Et au moment où nous sommes du côté de l'Etat on peut dire que nous sommes contre le peuple... »



L'occupation des charges gouvernementales par la C.N.T. fut décrite par son quotidien « Solidaridad Obrera », comme

« un des faits les plus transcendants qu'enregistra l'histoire politique de notre pays ».

Et il continue, expliquant que :

« A l'heure actuelle, le gouvernement, comme instrument régulateur des organes de l'Etat, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'Etat, qui ne représente déjà plus l'organisme séparant la société en classes. Et, avec l'intervention dans ceux-ci d'éléments de la C.N.T., l'Etat et le gouvernement cesseront d'autant plus d'opprimer le peuple.

» Les fonctions de l'Etat seront réduites, d'accord avec les organisations ouvrières, à régulariser la marche de la vie économique et sociale du pays. Et le gouvernement n'aura d'autre préoccupation que celle de bien conduire la guerre et coordonner l'œuvre révolutionnaire suivant un plan d'ensemble.

» Nos camarades porteront au gouvernement la volonté collective ou majoritaire des masses ouvrières, réunies au préalable en grandes assemblées générales. Ils ne se feront pas les avocats de critérium personnel, mais seulement ceux de décisions prises librement par des centaines de mille d'ouvriers organisés dans la C.N.T.

» Une fatalité historique pèse sur toutes les choses, et cette fatalité, la C.N.T. l'accepte pour servir le pays, en gagnant rapidement la guerre et en empêchant toute déviation de la révolution populaire. »

(Peirats, I. p. 231, traduction « Pensée et Action », 1937.)

Comparons cette sottise opportuniste avec les opinions que la C.N.T. exprimait deux mois auparavant dans le « Boletín de Información C.N.T.-F.A.I. » (n° 31 du 3 septembre 1936) et rapportées par « Solidaridad Obrera » dans son éditorial.

Avec le titre significatif de : « l'inutilité du gouvernement », la C.N.T.-F.A.I. observait que :

« L'existence d'un gouvernement de Front populaire, loin d'être un élément indispensable dans la lutte antifasciste, est qualitativement une vulgaire imitation de cette même lutte.

Il est inutile de rappeler que face au « putsch » fasciste, les gouvernements de la Généralité et de Madrid ne firent absolument rien. L'autorité fut utilisée seulement pour cacher les manœuvres des éléments réactionnaires et de ceux dont le gouvernement était, consciemment ou inconsciemment, l'instrument.

La guerre qui est faite victorieusement en Espagne est une guerre sociale ; l'action d'un pouvoir modérateur, basée sur la stabilité et le maintien des classes, ne saura imposer une attitude définie dans cette lutte dans laquelle les fondements de l'Etat vacillent et où il est lui-



même privé de sécurité. Il est exact donc, de dire que le gouvernement de Front populaire en Espagne n'est que le reflet d'un compromis entre la petite bourgeoisie et le capitalisme international...

L'idée de substituer à ce gouvernement, faible défenseur du *statu quo* de la propriété et du capital étranger, un gouvernement fort basé sur une idéologie et sur une organisation politique « révolutionnaire » ne servirait qu'à retarder l'insurrection révolutionnaire. La question donc, n'est pas de savoir si le marxisme s'emparera du pouvoir, ni d'autolimiter l'action populaire pour des raisons d'opportunisme politique. L'« Etat-ouvrier » est le résultat final d'une activité révolutionnaire et le commencement d'un nouvel esclavage politique.

La coordination des forces du Front populaire, l'organisation de l'approvisionnement alimentaire par la collectivisation intensive des entreprises, est d'un intérêt vital pour atteindre nos objectifs. C'est évidemment la tâche de l'heure et cela a été obtenu jusqu'à maintenant d'une façon non gouvernementale, décentralisée, démilitarisée.

Beaucoup de progrès restent à faire pour affronter ces nécessités. Les syndicats de la C.N.T. et de l'U.G.T. pourraient faire un plus grand usage de leurs forces pour réaliser ces progrès. Un gouvernement de coalition, au contraire, avec ses luttes politiques entre les majorités et les minorités, sa bureaucratisation basée sur des élites choisies, et la guerre fratricide où sont plongées les factions politiques opposées, est incapable de tirer un avantage de notre œuvre de libération en Espagne. Il conduirait à la rapide destruction de nos possibilités d'action, de notre volonté d'union et au commencement d'une débâcle imminente en face d'un ennemi encore suffisamment fort.

Nous espérons que les travailleurs espagnols et étrangers comprendront la justesse des décisions prises en ce sens par la C.N.T.-F.A.I. Discrediter l'Etat est l'objectif final du Socialisme. Les événements prouvent que la liquidation de l'Etat bourgeois, affaibli par asphyxie, est le résultat de l'expropriation économique et non nécessairement d'une orientation spontanée de la bourgeoisie « socialiste ». La Russie et l'Espagne en sont les exemples vivants. »

(Peirats, I, 206-207.)

Cette importante déclaration contient tous les arguments que nous aurions voulu exposer afin de démontrer que la collaboration avec les gouvernements et les partis politiques fut une erreur à tous points de vue : ceux de la révolution sociale et de la lutte armée, de la tactique révolutionnaire et des principes.

Malgré tout ce que les admirateurs de la collaboration peuvent dire, les événements — de l'époque du gouvernement « de guerre » de Largo Caballero au « gouvernement de la victoire » de Negrin, achevé par la reddition ignominieuse de la Catalogne et la liquidation des communistes et du gouvernement Negrin dans l'Espagne centrale avant la capitulation finale — confirment chaque détail de l'analyse contenue dans le document historique que nous avons mentionné...

Vernon RICHARDS.



## LETTRE D'UN CAMARADE

---

« ...C'est la reproduction de l'article du camarade Peirats, ou plus exactement sa réponse à la question de « Presencia » : A-t-on renoncé à la révolution ?, qui me pousse à écrire ces lignes. Je ne dis rien de la traduction, j'ai lu l'article dans « Presencia », ça me suffit. Mais les notes et commentaires ont attiré mon attention et c'est à leur propos que je vous réplique très amicalement.

Je venais de répondre à Peirats au moment même où je recevais votre revue, et je lui disais qu'il aurait fallu, avant son article, expliquer ce qu'était une révolution anarchiste, parce que sa réponse envisage l'idée de la révolution que nous avions avant notre révolution ; et cette idée-là n'existe pas. La révolution était, dans la mentalité de nos camarades (et l'est encore je crois, chez nos jeunes) la mort héroïque à la Baudin ou à la Gavroche sur les barricades ; et tout notre malheur est venu de là, l'inutile héroïsme, ou le sacrifice sans savoir pourquoi.

Vous nous rappelez les épopées isolées des déclarations de Communisme libertaire dans certaines communes isolées. Mais au fond de ces camarades, de très bonne volonté, il n'existait qu'un esprit mystique, religieux du bien, sans concevoir le mal, ni même sa possible existence après le triomphe. La personne humaine, réduite à une bête, dont la satisfaction se trouvait dans le râtelier, était en même temps l'autre aspect de ces sentiments d'élévation mentale. Il n'y avait pas cette conception de l'élaboration d'un ensemble solidaire du pays, pour créer un bien-être général dans le respect de la personne humaine. Il est possible qu'ils aient cru que l'étincelle qu'ils provoquaient permettrait d'allumer la flamme générale. Mais c'était enfantin, il n'y avait pas là une résolution révolutionnaire, mais une croyance mystique dans un paradis, le miracle de la multiplication des choses elles-mêmes. Et c'est cette croyance qui nous conduisit en 1936, au Congrès de Saragosse...

Et le camarade Peirats a raison, les révolutionnaires ont eu peur de la responsabilité révolutionnaire, et ils optèrent pour la collaboration au gouvernement, c'est-à-dire le moindre mal, comme ils le firent en 1937 lors du soulèvement communiste : la raison psychologique, la peur, la peur de tout perdre quand tout était déjà perdu.

Les collectivités, c'est une blague, ça n'a rien à voir avec un sentiment révolutionnaire, on peut les créer même aujourd'hui en Espagne, si elles ne sont pas déjà réalisées au pays Basque ; comme elles existent en France, ou en Angleterre depuis des siècles, aux U.S.A., ou en U.R.S.S., comme conséquence de la mauvaise volonté des paysans des Sovkhoses. Et n'importe quel pays les tolérerait parce qu'elles ne représentent aucun danger pour la vie sociale et économique de la Nation, tout au contraire, elles sont, comme le salariat, une source d'enrichissement national sans danger.



Vos notes ont certainement été faites en collaboration avec un camarade espagnol, mais leur esprit ne répond pas à ce que fut la réalité, la vie sociale de l'anarcho-syndicalisme là-bas ; c'est pourquoi les camarades qui les liront, qui ne seront pas au courant de la lutte sociale et idéologique du moment ne pourront pas les interpréter avec justesse. (N.D.L.R. Ici, M. P. reprend les notes de l'article paru dans « N. et R. », n° 36, et y répond.)

Note 1 : Il est certain que depuis la création de la F.A.I., le principe de la discipline exigeait que les résolutions soient prises en commun, c'est-à-dire par l'ensemble des groupes qui formaient la F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique). Mais les principes sont très difficiles à observer pour des tempéraments non habitués à la discipline collective, et les entorses ont toujours été chose courante dans nos milieux, comme je crois que ce fut le cas dans d'autres.

Note 2 : Pour le simplisme bakouninien, Peirats a raison. Quand Bakounine était partisan de la révolution violente, son programme était « révoltez-vous, vous gagnerez toujours quelque chose ». Il ne le fut pas toujours, et l'évolution logique du vrai révolutionnaire qu'il était, l'a conduit à reconnaître ses erreurs. Mais en Espagne, dans nos milieux anarchistes, c'était sa première époque qui était connue. Il en est encore ainsi aujourd'hui, lisez notre presse, et vous vous convaincrez qu'en dehors du romantisme héroïque, il n'y a rien. C'est le même vide que nous trouvâmes en 1936...

Note 3 : Enfantin tout ça.

Note 4 : Ce ne furent pas trente, mais la grande majorité des militants qui signèrent le manifeste des Trente, parce qu'il était logique et qu'il répondait à la réalité du moment. Mais l'affaire surgit après, quand certains s'imposèrent, et par l'influence de notables qu'ils avaient, renoncèrent ; la responsabilité retomba sur les Trente. Pour les noms, autant en emporte le vent...

Note 5 : Je vous dirai que ni l'anarchisme, ni le syndicalisme ne furent compris en Espagne par les soi-disants anarchistes orthodoxes. « La Anarquía » était une espèce de paradis terrestre, et la meilleure conception qu'ils avaient du syndicalisme était le rassemblement moutonnier des cotisants avec le seul objectif de se servir de la masse pour faire la révolution. Pas du tout une organisation servant de base à une reconstruction économique, à partir des principes d'égalité et de solidarité, que représente le syndicalisme...

Note 6 : « Nosaltres sois », je ne pourrais pas vous affirmer que c'était dans l'esprit d'un anarchisme « catalan » ; mais Durruti n'était pas catalan, pas plus qu'Ascaso et la plus grande partie des militants actifs de Barcelone (Durruti était « extremeño », et Ascaso aragonais, et ainsi de suite, vous pourrez trouver des noms très connus de non-catalans militant à Barcelone et ailleurs en Catalogne), mais il y avait un bon mouvement de Catalans et très sincères, et je ne crois pas qu'il y ait eu au fond d'eux-mêmes un sentiment particulariste. Il y en avait, oui, et il y en a encore, certes, comme aussi dans la gauche républicaine, et comme je crois qu'il y a encore, principalement chez les Fédéralistes, beaucoup de sympathie pour la C.N.T. et le mouvement anarchiste.

Je finis là, je ne veux pas me rendre abusif, mais avant de finir, croyez-moi, Peirats a raison et c'était nécessaire de le dire... Cette incompréhensible



lutte intestinale qui existe dans nos milieux, je vous assure qu'elle n'est pas du tout idéologique, mais comme dans le passé, un préjugé de prétentions, des prétentions qui, j'en suis presque certain, conduiraient à l'effondrement de notre organisation plutôt que de céder le privilège qu'elles croient avoir hérité...

C'est pour moi une question très sérieuse, tout notre avenir idéologique dépend de l'analyse que nous saurons faire de notre révolution de 1936-39, et il ne faut pas avoir pitié de nous-mêmes au cours de celle-ci. Anarchisme et responsabilité, c'est la même chose, parce qu'au fond, ces deux mots se trouvent amalgamés dans celui-ci : dignité humaine. Il ne peut y avoir de dignité humaine si on fuit ses responsabilités, mais bien entendu, chacun cherche à atténuer la sienne, pour des raisons morales et parce que c'est humain...

Je ne veux pas être juge, les choses peuvent bien être faites sans noms, et marquer la carence des responsabilités dans la conduite de la révolution, ou dans l'analyse des causes qui déterminèrent sa faillite. Tout notre avenir révolutionnaire dépend de ça, et je dis révolutionnaire sans penser aux faits violents, héroïques, romantiques, mais à la possibilité d'une transformation sociale selon nos principes, en toute époque d'une quelconque société. Il s'agit seulement de savoir ce qu'on veut et déterminer les possibilités viables de notre volonté ; les moyens et les tactiques sont du domaine des tempéraments et du degré intellectuel de chacun.

Fraternellement,

Mariano PUENTE. >

\*  
\* \*

La lettre du camarade M. P. sur l'article de Peirats et sur les notes de « N. et R. » montre comme il est difficile de juger objectivement à partir des faits historiques. Nous n'allons pas exposer ici notre critère pour exclure celui des autres et aboutir à une impasse. Bien au contraire, il nous semble que chaque point de vue se fonde souvent sur une part de réalité incontestable, mais que chacun pêche par partialité en voulant généraliser hâtivement. Les camarades qui liront les articles sur l'Espagne dans cette revue, ou ailleurs, devront donc faire la part des choses, et se faire leur opinion, ce qui du reste correspond à notre conception idéologique de ne pas imposer la vérité.

Pourtant, il nous semble que M. P. exagère parfois, et notamment qu'il se trompe lorsqu'il dit que les collectivités n'ont rien à voir avec un sentiment révolutionnaire, qu'on peut les créer aujourd'hui même en Espagne, et qu'elles existent partout, en France, en Angleterre, aux U.S.A. et en U.R.S.S.

Notre réponse est simple : l'article sur l'autogestion en Algérie, dans ce numéro, montre que le pouvoir exploiteur ne cède jamais sur ce terrain. Il n'y a rien de commun entre une coopérative de paysans, un remembrement des



terres en Navarre ou en Italie (comme la Cassa del Mezzogiorno), où les paysans dépendent des crédits gouvernementaux et des directives de bureaucrates « agricoles », et par exemple les « ejidos » qui se heurtent au secteur privé au Mexique, et les kibboutzim qui sont concurrencés par les moshavim gouvernementaux en Israël. Quant aux U.S.A., il s'agit de trusts distribuant des actions à leurs ouvriers, mais qui soutient que Ford est pour cela une collectivité ouvrière ? En U.R.S.S., une des grandes critiques qu'on a fait à la période stalinienne, est d'avoir liquidé des milliers de paysans opposés à l'embrigadement forcé.

On ne peut pas confondre l'effort des travailleurs, à certains moments, en certains lieux, pour constituer des fédérations de collectivités véritablement autogérées, excluant l'Etat et les entreprises privées, et les caricatures d'auto-gestion... par le gouvernement, que leur offrent les Etat pour mieux les tenir en main.

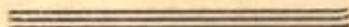
Mais l'effort de critique et de lucidité dans la conclusion de M. P. nous paraît remarquable ; même violente une critique est toujours utile. Et nous les remercions d'avoir contribué à l'élaboration d'une discussion constructive.

#### NOIR ET ROUGE.

\*  
\* \*

Nous sommes heureux de signaler l'intrusion de la revue « RECHERCHES LIBERTAIRES » dans le domaine quasi clos de la recherche et de la réflexion anarchistes...

Nous reviendrons certainement sur le bon travail de ces camarades mais, limités par la place, nous ne pouvons aujourd'hui que donner leur adresse en engageant le maximum de lecteurs à se procurer leurs cahiers, dont le n° 2 est paru en février. Ecrire à HIRTZLER Michel, 1, rue Carnot à Viry-Châtillon - 91 (C.C.P. 20644-12 Paris. Abonnement : 10 F les 6 n°).





## SOMMAIRE

|                                               | Page |
|-----------------------------------------------|------|
| LE BIDON .....                                | 1    |
| MISE AU POINT A PROPOS D'UN CONGRES .....     | 4    |
| L'AUTOGESTION EN ALGERIE .....                | 5    |
| <u>LEÇON DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE .....</u> | 19   |
| LETTRE D'UN CAMARADE .....                    | 29   |

Notre adresse est: Lagant, B.P. 113, Paris (18<sup>e</sup>) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »), C.C.P. Paris 16.682.17.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 1,70 F.

Abonnement de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.

---

Directeur de la publication : Christian LAGANT.

Imprimerie « LA RUCHE OUVRIERE » - 10, rue de Montmorency - Paris (9<sup>e</sup>)